

# Usine Ford Blanquefort : pourquoi l'espoir renaît

Publié le 20/09/2018 à 8h05. Mis à jour à 9h34 par NICOLAS CÉSAR.



L'intersyndicale des salariés de Ford continue à se mobiliser et appelle à une manifestation unitaire samedi.

Photo archives Stéphane Lartigue

**BLANQUEFORT Les discussions entre Ford, l'État et Punch, le repreneur potentiel, s'intensifient, mais aucun accord n'a été encore trouvé. Car relancer l'usine girondine nécessite de lourds investissements**

Il y a des signes qui ne trompent pas. Pour la première fois, depuis février et sa décision de ne plus investir dans son usine de Blanquefort, « Ford a annoncé le nom d'un candidat à la reprise – le Belge Punch Powerglide (déjà évoqué à plusieurs reprises par « Sud Ouest ») – dans un communiqué de presse », souligne Philippe Poutou, délégué CGT de l'usine. Un communiqué, publié opportunément quatre heures et demie avant une réunion entre les syndicats, le préfet, les élus locaux et Jean-Pierre Floris, délégué interministériel à la restructuration industrielle, pour faire le point sur l'avancée de ce dossier hautement sensible. Car, pas moins de 880 salariés travaillent encore à Ford Aquitaine Industries (FAI), spécialisée dans la production de boîtes de vitesses automatiques. Une usine, implantée à Blanquefort depuis 1972, qui reste l'un des premiers employeurs du département.

## Un repreneur « sérieux »

Dans son communiqué, Ford insiste sur les « progrès significatifs réalisés au cours des dernières semaines et des derniers mois », mais indique « qu'un certain nombre de paramètres, visant à garantir un accord viable pour toutes les parties prenantes, n'ont pas fait l'objet d'une entente ». En clair, la multinationale attend que Punch lui présente un business plan solide. Afin de ne pas revivre le fiasco de la reprise de son site girondin par l'Allemand HZ Holding en 2008. Le constructeur américain précise

que « des discussions complémentaires, portant principalement sur les volumes à produire par l'usine dans les années suivant la vente et les licences requises par le repreneur, doivent se poursuivre ».

De toute évidence, cet industriel belge, dont l'assise financière n'a rien à voir avec celle de la multinationale, n'a pas les moyens d'investir les centaines de millions d'euros nécessaires pour assurer l'avenir de l'usine de Blanquefort, ne serait-ce que sur cinq ans. Ceci étant, « Punch a des clients sérieux, comme BMW, et fait le même métier que nous », met en avant Jean-Michel Caille, délégué CFE-CGC de FAI. Et, sa candidature est appuyée par le gouvernement, car l'État a apprécié la qualité de sa relance du site de General Motors à Strasbourg en 2013, qui emploie aujourd'hui 1 350 personnes et réalise 400 millions d'euros de chiffre d'affaires. Mais, il faut dire que General Motors lui a assuré des volumes de production en laissant l'équivalent de trois ans de contrat.

C'est là justement que se situe la clé des négociations actuelles. « Quel carnet de commandes Ford va-t-il laisser ? », interroge le préfet de Gironde, Didier Lallement. « Ford pourrait consentir à un engagement financier important, très important pour l'avenir de l'usine de Blanquefort », glisse Jean-Pierre Floris, délégué interministériel à la restructuration industrielle. Probablement au-delà de 100 millions d'euros, selon nos informations. De quoi convaincre les collectivités locales d'apporter à nouveau des subventions publiques ? Pour l'heure, Bordeaux Métropole n'est guère disposée à faire un nouveau chèque. « On verra », a répondu vendredi dernier son président Alain Juppé à « Sud Ouest » sur un ton laconique.

En tout cas, « les syndicats de Punch à Strasbourg nous ont confirmé que l'entreprise veut se diversifier sur des boîtes automatiques à huit vitesses pour véhicules à traction et non plus seulement à propulsion. Ce qui pourrait se faire à Blanquefort », espère Gilles Lambersend, le secrétaire du CE.

Mais, « la production de nouvelles boîtes à vitesses ne pourra pas se faire avant 2021. Donc, il faudra que Ford apporte des volumes en attendant et que des plans de formations soient engagés avec la Région », explique Jean-Michel Caille. Punch étudie déjà un prêt de personnel à l'usine voisine, Getrag Ford Transmissions, qui a pour client unique Ford...

De son côté, Ford avance sur le dossier à pas de loups. Le marché de l'automobile est en plein bouleversement : les constructeurs investissent massivement dans les véhicules électriques, qui ne nécessitent pas de boîtes à vitesses, le diesel n'a plus la cote et le Brexit rebat les cartes du marché en Europe. Les syndicats aussi se montrent prudents. Le fondateur de Punch, Guido Dumarey, a essayé, par le passé, deux échecs de reprises de petites usines françaises. À ce stade, nombre de questions cruciales sont sans réponse : combien d'emplois seraient préservés par Punch, comment diversifier à moyen terme l'activité... ?

« Quel carnet de commandes Ford va-t-il laisser ? »

## Bruno Le Maire vient vendredi

Il n'empêche, « quelque chose est en train de se passer », se réjouit Philippe Poutou. Symboliquement, le ministre de l'économie, Bruno Le Maire, vient vendredi à Bordeaux rencontrer les syndicats de Ford Blanquefort et les élus locaux. Mais, sans a priori pouvoir faire d'annonce. « Pour montrer que l'État ne lâchera pas », précise Didier Lallement. Une manière aussi de mettre la pression sur Ford. Selon nos informations, l'État espère décrocher un accord de reprise dans les quinze prochains jours.

L'enjeu économique et social est important. L'usine de Ford pèse au total 3 000 induits. En attendant, l'intersyndicale des salariés continue à se mobiliser et appelle à une manifestation unitaire samedi, à Bordeaux, à 14 heures place de la République, pour éviter une fermeture de l'usine en septembre 2019. Chacun reste prudent. Y compris le préfet de Gironde qui n'exclut pas que « ça capote ».